

**GARDIENNAGE ET SÉCURITÉ  
DES LOCAUX  
DE L'UIOSS DE LA SARTHE**

**MARCHÉ DE SERVICES N°01 2022**

**➡ Procédure adaptée en application des articles L2123-1 2°  
et R2123-1 3° du Code de la Commande Publique**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**CCAP**

**du 01/04/2025**

# SOMMAIRE

	pages
<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du Marché	4
1.2 Durée du Marché	4
1.3 Prestations supplémentaires à bons de commande	4
1.4 Parties contractantes	5
1.5 Allotissement	5
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION</b>	<b>6</b>
3.1 Désignation des Responsables	6
3.2 Modalités d'exécution des prestations	6
3.3 Lieu d'exécution des prestations	6
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION</b>	<b>6</b>
4.1 Délais de remise des documents par le titulaire	7
4.2 Organisation du travail	7
4.3 Obligations du titulaire du marché	10
4.4 Obligations de confidentialité	11
4.5 Obligations de l'Uioss	11
4.6 Contrôle des prestations	11
<b>ARTICLE 5 – MODALITÉS D'INTERVENTION</b>	<b>11</b>
5.1 Règlements	11
5.2 Délai de mise à disposition	12
<b>ARTICLE 6 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>12</b>
6.1 Vérification	12
6.2 Contrôle des résultats	12
6.3 Admission	12
<b>ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE</b>	<b>13</b>
7.1 Responsabilités sur les installations	13
7.2 Responsabilités à l'égard de son personnel	13
7.3 Assurances	14

<b>ARTICLE 8 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS</b>	<b>14</b>
8.1 Mode d'évaluation des prestations et de règlement	15
8.2 Variation de prix	15
8.3 Contenu des prix	15
<b>ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 10 – CAUTIONNEMENT</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11 – MODALITÉS DE PAIEMENT</b>	<b>16</b>
11.1 Modalités de règlement	16
11.2 Établissement des factures	16
11.3 Délais de règlement	17
11.4 TVA	17
11.5 Répartition des paiements	17
<b>ARTICLE 12 – RÉFACTIONS - PÉNALITÉS</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 – JURIDICTIONS COMPÉTENTES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 17 – LES OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE EN TERME D'ASSURANCES</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 18 – RÉSILIATION</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 19 – REPRISE DU PERSONNEL</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	<b>21</b>

## PRÉAMBULE

Le simple fait de soumissionner par les candidats équivaut à accepter l'ensemble des clauses contenues dans le présent cahier des charges sans pouvoir en modifier ni le contenu, ni la portée.

Ces mêmes clauses prévalent sur tout autre document ou contrat type émanant du titulaire du marché.

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 - Objet du Marché

Le présent marché concerne l'exécution des prestations de gardiennage et de sécurité des locaux de l'UIOSS de la Sarthe, sis 178, avenue Bollée à Le Mans (Sarthe).

Les équipements et prestations concernés sont mentionnés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations sont référencées sous le numéro dans la nomenclature communautaire :

Service de gardiennage 7971 3000 – 5

Service de sécurité 7971 0000 – 4

### 1.2 - Durée du Marché

Le présent marché est conclu pour une période de 12 mois à compter de la date de début d'exécution des prestations soit le **Mardi 1<sup>er</sup> juillet 2025 à 8h00**, il est ensuite renouvelable deux fois pour une nouvelle période d'un an par décision de l'UIOSS. La durée totale maximale du marché est donc de trois ans, soit une fin au **1<sup>er</sup> juillet 2028 à 7h59**.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, la reconduction d'une année sur l'autre est tacite. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction du marché par décision du Pouvoir Adjudicateur, le titulaire en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 2 mois avant la fin de la période de reconduction en cours et le titulaire ne peut pas prétendre à indemnisation.

### 1.3 - Prestations supplémentaires à bons de commande

Pendant la durée du marché, l'UIOSS pourra demander au Titulaire des prestations supplémentaires qui ne figurent pas dans le cadre du forfait.

Ces prestations doivent faire l'objet d'un devis du titulaire et d'un bon de commande de l'UIOSS.

Chaque bon de commande précisera :

- le numéro de la commande ;
- la référence du marché ;
- la nature de la prestation commandée ;
- les délais d'exécution ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le prix à l'unité de chaque prestation (HT et TTC) et sa quantité ;
- le montant total du bon de commande (HT et TTC).

#### **1.4 - Parties contractantes**

Le présent marché est conclu entre :

- ❑ d'une part, l'UIOSS de la Sarthe, en tant que pouvoir adjudicateur, représentée par Madame Ymane ALIHAMIDI-CHANFI, directrice
- ❑ d'autre part, le candidat, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, et dénommé dans le document par le terme « titulaire »

Le comptable assignataire est le Directeur comptable et financier de l'UIOSS de la Sarthe représentée par Madame Sylvie SCOCARD.

#### **1.5 - Allotissement**

*Sans objet*

### **ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 2° et R.2123-1 3° du Code de la Commande Publique, conformément à l'article L124-4 du code de la Sécurité sociale et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale. Ce marché figure dans l'Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, en raison de la nature des prestations.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, **les pièces constitutives du présent marché comprennent par ordre de priorité décroissant :**

- L'acte d'Engagement (AE) et le mémoire justificatif notifiés par le responsable du marché et dont l'original fait seul foi
- Le bordereau de décomposition forfaitaire et ses annexes éventuelles
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le Titulaire du présent marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les pièces générales du marché sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- Le Code de la Commande publique
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale

## **ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION**

### **3.1 - Désignation des responsables**

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, le Directeur de l'UIOSS désignera les représentants qui seront les interlocuteurs du Titulaire.

Ces représentants nommément désignés seront les seuls habilités à dialoguer avec le Titulaire ou ses représentants.

De même, le Titulaire désignera un responsable de site et un responsable de marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'UIOSS.

En cas de changement d'un ou des responsable(s), le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

Le titulaire informe l'UIOSS de la Sarthe de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom du ou des remplaçant(s).

### **3.2 -Modalités d'exécution des prestations**

Stipulés aux articles 6, 7, 8, 9 et 10 du CCTP.

### **3.3 -Lieu d'exécution des prestations**

**Union Immobilière  
des Organismes de Sécurité Sociale de la Sarthe (UIOSS)**  
178 avenue Bollée  
72000 LE MANS  
FRANCE

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

#### 4.1 - Délais de remise des documents par le Titulaire

Désignation des documents	Délais à dater de la notification de l'acceptation du marché
Justifications d'assurances	30 jours
Liste nominative du personnel	8 jours
Calendrier mensuel des prestations	15 jours
Plan de Prévention	A la signature du présent marché

#### 4.2 - Organisation du travail

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

##### a) Effectifs

Les effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP, ainsi que sa répartition seront fixés par le Titulaire dans le mémoire justificatif annexé à son acte d'engagement.

##### b) Encadrement du personnel

Le Titulaire devra obligatoirement désigner un responsable de l'encadrement et de la discipline de son personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP, qui sera l'interlocuteur direct auprès du pouvoir adjudicateur.

Il est présent sur le site sur convocation de l'organisme ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières. À ce titre, le personnel est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité de l'organisme.

##### c) Personnel sur site

Le titulaire remet au référent de l'organisme concerné la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément 2 jours au plus tard après la date de début d'exécution des prestations.

L'organisme se réserve le droit de refuser le personnel proposé par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire doit mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de proposer un autre personnel répondant au besoin de l'Organisme sans interrompre la bonne exécution des prestations prévues au marché.

##### d) Qualification

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par le référent de l'organisme. Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou en partie.

Conformément au présent CCAP, le projet d'organisation, décrivant l'organisation générale des prestations, la dotation en personnel indiqués par le titulaire dans son offre sont contractuels. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

L'ensemble du personnel de remplacement doit OBLIGATOIREMENT avoir la qualification ou une formation de base nécessaire à l'exécution des prestations.

#### **e) Accès aux locaux et équipements**

L'UIOSS de la Sarthe dotera le Titulaire de clés ou de badges d'accès en quantité suffisante. En cas de perte ou de vol, le Titulaire avisera aussitôt l'UIOSS des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au Titulaire, au tarif en vigueur. En fin de marché, le Titulaire sera tenu de remettre à l'UIOSS les clés et badges confiés initialement.

#### **f) Locaux et prestations**

L'UIOSS met à la disposition du Titulaire, un bureau dans lequel sont situés la centrale incendie (SSI), un système de vidéosurveillance, un poste de gestion technique du bâtiment, les clés de l'ensemble des bâtiments administratifs et annexes (bâtiment principal, restaurant d'entreprises, et bâtiment des œuvres sociales) ainsi que le poste téléphonique en liaison directe avec les services d'incendie et de secours.

Les clés contenues dans l'armoire ne pourront être confiées à des personnes qu'en accord avec les services de l'UIOSS - *tout accord étant à considérer comme momentané*.

Le Titulaire est responsable des locaux et du matériel mis à la disposition de son personnel par l'UIOSS (mobilier, réfrigérateur et équipements divers). La loge ne devra recevoir que les gardiens détachés sur le site et éventuellement les agents des Organismes de Sécurité Sociale pour leur travail.

L'utilisation d'un téléviseur pourra être autorisée sous réserve de l'accord de l'UIOSS. L'usage éventuel et discret d'un appareil électro-acoustique (radio, baladeur) ne devra perturber en rien la mission de surveillance. D'une façon générale, l'UIOSS devra donner son accord à l'introduction de matériel ne lui appartenant pas, l'entreprise de gardiennage restant responsable, même après accord, des dégâts causés par ces matériels. Il est également rappelé que l'usage du téléphone portable personnel est réglementé par le Code du Travail.

Le titulaire sera tenu de mettre en place, en relation avec l'UIOSS, un système de contrôleur de rondes électronique avec enregistreur et un système de protection de travailleur isolé (PTI) fonctionnant par perte de verticalité.

#### **g) Uniforme**

Le Titulaire devra doter son personnel d'un uniforme agréé par l'UIOSS.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.



#### **h) Comportement du personnel, obligation de discrétion**

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande discrétion et correction.

Sans préjudice de l'application de l'article 6 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par l'organisme, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du service du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'organisme, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

**Le titulaire s'engage à informer ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, des règles de confidentialité qui s'imposent à eux. Il s'assure du respect de ces obligations par ses salariés et ses sous-traitants.**

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans mise en demeure préalable ni indemnité pour le titulaire.

#### **i) Biens**

Toutes les précautions doivent être prises par le titulaire, pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les prestations.

Il est FORMELLEMENT interdit au personnel du titulaire de manipuler sans autorisation expresse du référent, et pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

#### **j) Service en cas d'absence du personnel**

Le Titulaire sera tenu d'assurer en cas :

- **d'arrêt de travail -maladie, congés etc..., le remplacement de son personnel absent** afin que ceci ne perturbe en aucune façon la bonne exécution des prestations.

- **de grève, un service minimal indispensable à la sécurité des biens et des personnes :**

- . présence d'un gardien sur le site
- . contrôle des accès
- . acquisition des alarmes

**k) Hygiène et sécurité**

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières et les règlements intérieurs propres au site.

**l) Les examens médicaux du personnel du titulaire**

Le titulaire soumet son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

**4.3 - Obligations du titulaire du marché**

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations :

- en se soumettant sans exception ni restriction aux conditions générales et techniques stipulées dans le présent CCAP ainsi que dans le CCTP et le CCAG-FCS.
- en respectant les prescriptions légales et réglementaires du droit du travail et assurera la charge et l'exécution des obligations imposées par les lois sociales et fiscales en faveur ou du fait de son propre personnel sans pouvoir exercer de son propre chef un quelconque recours contre l'UIOSS.

Les prestations sont exécutées sous la direction du titulaire du marché qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'UIOSS. Le titulaire du marché est en outre tenu de fournir un personnel compétent muni d'une carte professionnelle et portant un uniforme approprié.

Le titulaire du marché doit s'assurer que les prestations peuvent être exécutées en toute sécurité et, le cas échéant, prendre toutes dispositions particulières en accord avec le responsable du gardiennage à l'UIOSS. Le personnel mis à disposition doit pouvoir justifier de connaissances techniques "bâtiment" (second œuvre) pour exercer sa mission.

Avant l'exécution des prestations, le titulaire du marché doit remettre à l'UIOSS une liste indiquant les noms, adresses, agrémentation et qualification du personnel qui sera employé à l'UIOSS, accompagnée des photographies des intéressés. Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel, les règlements intérieurs et de sécurité propre au site, notamment au niveau de la sécurité incendie. Il s'engage à fournir tous documents (attestation ou certificat) justifiant d'une formation "lutte contre l'incendie" (*équiper de première intervention sécurité incendie...*) délivré par un organisme agréé et ce, pour tout son personnel en poste sur le site de l'UIOSS.

Une attention toute particulière est à apporter dans le choix du personnel devant être en contact avec des documents ou objets à caractère confidentiel afin qu'aucun secret professionnel ne soit divulgué.

Le titulaire du marché, avant son installation sur le site, doit respecter et se soumettre au règlement intérieur de l'UIOSS, aux normes et au règlement sanitaire départemental ainsi qu'aux règlements de sécurité en vigueur.

L'Union Immobilière se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat du personnel du titulaire qu'elle jugerait indésirable, ne donnant pas satisfaction ou dont la tenue de présentation générale laisse à désirer.

La responsabilité de l'Union Immobilière ne peut, en aucun cas, être invoquée pour des faits imputables au personnel du titulaire.

Le personnel du titulaire dispose d'un poste de téléphone dans la loge. De ce fait, l'usage des autres postes est rigoureusement interdit sauf en cas d'urgence motivée ou d'accident. De même, la fourniture des uniformes du personnel et des équipements (éclairage portatif...) est à la charge du titulaire.

#### **4.4 - Obligations de Confidentialité**

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel, en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sortie de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information (article 6.1 du CCAG-FCS).

En cas de non respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, l'UIOSS peut résilier le marché sans indemnité, conformément aux conditions définies au chapitre 6 du CCAG-FCS, et sans préjudice des éventuelles sanctions civiles et pénales encourues.

#### **4.5 - Obligations de l'UIOSS**

Les liaisons avec le titulaire du marché sont assurées notamment par le responsable de l'UIOSS ou son ou ses représentants, qui a pour missions :

- de contrôler la bonne exécution des prestations
- de contrôler les horaires et la périodicité des interventions
- de fixer avec le titulaire du marché, les prestations additionnelles ou à déduire.

Seuls, la Direction de l'UIOSS et son ou ses représentants sont habilités à donner des consignes au titulaire du marché.

#### **4.6 – Contrôle des prestations**

Dans les 15 jours calendaires à compter de la date de début d'exécution des prestations, le Titulaire met au point, en concertation avec le référent de l'Organisme, les documents nécessaires au suivi de son activité : **Rapport de liaison**, compte-rendus d'ouvertures fermetures, rondes, incidents techniques, alarmes etc ...

### **ARTICLE 5 – MODALITÉS D'INTERVENTION**

#### **5.1 - Règlements**

Le Titulaire prendra connaissance et acceptera le règlement intérieur de l'UIOSS ainsi que le livret incendie et en informera tout son personnel susceptible d'intervenir dans le cadre de sa mission. L'exécution des prestations se fera dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. Il sera interdit au personnel du Titulaire de boire et de fumer, à tout moment de leur travail, excepté pendant les pauses réglementaires, dans les locaux définis à cet usage. Les temps de pause seront définis et signalés dans les plannings d'intervention des différents agents du Titulaire.

## 5.2 - Délai de mise à disposition

Le Titulaire devra fournir des agents en fonction des demandes particulières faisant l'objet d'un bon de commande spécifique, moyennant les préavis suivants :

- Evènement exceptionnel : 24 heures
- Evènement exceptionnel mettant en cause la sécurité : 2 heures

## ARTICLE 6 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

### 6.1 - Vérification

Les opérations de vérification sont effectuées à la discrétion du responsable du marché. Pour ce faire, les gardiens tiennent à jour :

**- POUR LE JOUR 4 cahiers destinés à enregistrer :**

- toutes sortes d'anomalies (document spécifique à ce poste),
- les interventions d'entreprises extérieures et de visites de personnes autorisées arrivant après 18H30 en semaine et à n'importe quel moment les jours non travaillés,
- les communications téléphoniques du poste 02.43.50.62.59,
- les rapports à l'intention de l'UIOSS,
- un listing d'enregistrement du passage aux points de contrôle.

**- POUR LA NUIT une main courante dématérialisée** sur le PC prévu à cet effet dans la loge pour les enregistrements divers (rondes, prises de poste, et incidents).

L'ensemble de ces documents ne doit pas quitter l'établissement et doit rester confidentiel.

Par ailleurs, des visites inopinées seront opérées pendant les heures de service par le responsable du marché.

### 6.2 - Contrôle des résultats

L'UIOSS se réserve la possibilité de faire exécuter tout essai de vérification des performances.

Si les essais non prévus au marché mettent en évidence une carence du Titulaire, celui-ci en aura la charge financière (conformément aux dispositions du CCAG-FCS).

### 6.3 - Admission

Suivant dispositions relatives au CCAG-FCS.

## **ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations dans les conditions fixées par le présent marché.

Le titulaire doit être en mesure en cas de litige de prouver que les opérations ont été effectuées selon les conditions fixées par le présent marché.

Le titulaire s'engage à garantir la présence continue des agents de sécurité présentant toutes garanties pendant la durée de chaque poste. En cas d'impossibilité de respecter la présente clause, le titulaire doit en informer immédiatement l'UioSS de la Sarthe.

### **7.1 - Responsabilités sur les installations**

Le Titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il interviendra.

Cela suppose qu'en préalable à toute intervention, si le Titulaire constate une détérioration de quelle que nature que ce soit, il doit le notifier au responsable de l'UioSS, par écrit à l'aide du cahier de liaison et de la main courante électronique réservés à cet effet. A défaut, il sera tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge.

Le Titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses prestations
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux organismes de Sécurité Sociale, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés soit à l'intérieur soit à l'extérieur des locaux de l'UioSS.

Les appareils et matériels devront satisfaire aux règlements de sécurité et de prévention, être adaptés aux différentes missions ainsi qu'en parfait état d'utilisation.

### **7.2 - Responsabilités à l'égard de son personnel**

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'UioSS en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou son personnel.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel et celui des organismes de Sécurité Sociale. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'UioSS de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature. Il sera tenu aussi pour responsable des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Un plan de prévention sera établi entre le Titulaire et l'UioSS après inspection commune des locaux, conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

### **Le plan de prévention**

Le titulaire contribue à établir un plan de prévention qui est remis au référent du pouvoir adjudicateur à la signature du marché. Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications au référent.

Le titulaire s'engage également à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect implique sa responsabilité. A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des consignes particulières du site auprès de l'organisme.

### **7.3 - Assurances**

Le titulaire du marché doit fournir la photocopie certifiée conforme de sa police d'assurances pour la couverture des risques suivants :

- dommages corporels
- dommages matériels
- incendie exploitation
- dégâts des eaux
- vol par préposé...

Lors d'incident imputable au titulaire du marché, l'UIOSS s'engage à l'en informer dès connaissance, pour lui permettre d'en aviser sa compagnie d'assurance.

Dans ce cas, les travaux de remise en état doivent être exécutés, après constat, aux frais avancés par le titulaire du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire son attestation d'assurances sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 8 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS**

Le marché est conclu :

- à prix forfaitaire pour le gardiennage permanent de l'établissement
- à prix unitaires pour les variantes exigées n°1 et n°2
- à prix unitaires en ce qui concerne les éventuelles prestations supplémentaires à bons de commande (*cf. article 1.3 du présent document*)

Le prix forfaitaire s'applique à l'exécution des prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

**Pour les prestations à forfait de base**, les factures seront émises mensuellement à terme échu.

En cas de mois incomplet, les prestations de base à payer seront déterminées au prorata temporis, sur la base d'un mois de 30 jours.

**Pour les prestations à prix unitaires**, les factures seront émises après l'exécution et l'admission des prestations.

### **Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

### 8.1 - Mode d'évaluation des prestations et de règlement

Les prestations visées au présent marché seront effectuées au prix TTC fixé sur la base du CCTP et tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

### 8.2 - Variation de prix

Le prix figurant à l'acte d'engagement est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois civil précédent celui au cours duquel est fixée la date limite de remise des offres, celui-ci étant appelé mois zéro.

Le prix de règlement du marché est actualisé **tous les ans au 1<sup>er</sup> juillet**, au moyen de la formule suivante :

$$P = P_o \left( 0,15 + 0,85 \frac{S}{S_o} \right)$$

*Dans laquelle :*

P = prix révisé HT

P<sub>o</sub> = prix initial HT

S = valeur de l'indice CPF 80.10 - Services de sécurité privée – Bases 2021. Identifiant INSEE : 010766602 publié au Bulletin Mensuel de la Statistique édité par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>), dernier indice connu au moment de la révision.

S<sub>o</sub> = même indice au mois de base d'établissement du prix.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de **avril 2025**.

Lors de la révision des prix, une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail des calculs sera jointe à la facture. Le titulaire du marché informe l'organisme de l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs suite à l'application de la formule de révision de prix.

### 8.3 - Contenu des prix

Les entreprises sont réputées avoir visité les locaux (visite obligatoire cf. article 9 du règlement de la consultation) et s'être rendu compte notamment de la destination des locaux (techniques, informatiques, etc ...), de leur configuration et des installations qui s'y trouvent.

Le prix souscrit s'entend pour l'exécution des prestations selon les règles de l'art et dans les horaires indiqués dans le CCTP.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

## ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE

Les prestations étant à caractère instantané, les dispositions de l'article R2191-3 du Code de la commande publique ne sont pas applicables. Les prestations étant réglées mensuellement, aucun acompte ne sera versé.

## **ARTICLE 10 – CAUTIONNEMENT**

Il ne sera exigé aucun cautionnement du titulaire du marché.

## **ARTICLE 11 – MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **11.1 - Modalités de règlement**

Le règlement sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur présentation de la facture adressée via CHORUS PRO. A défaut celle-ci pourra être adressée par courrier en un original à :

UIOSS de la Sarthe  
178 avenue Bollée  
72000 LE MANS

A toute facture, sont jointes toutes les pièces justificatives correspondantes.

### **11.2 - Etablissement des factures**

Les factures afférentes au paiement seront établies en euro au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, rédigées en français, et outre les mentions légales porteront les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant, le numéro et la date du bon de commande
- la prestation exécutée ou livrée, avec quantité
- le montant hors TVA de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour
- le prix des prestations accessoires
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC des prestations exécutées ou livrées
- la date de facturation.

La présentation des factures sera arrêtée d'un commun accord entre les parties.

Les retenues dont le Titulaire est redevable sont déduites, par compensation, de la facturation la plus proche.

Le titulaire s'engage sur la fourniture d'une facturation détaillée.

En cas de litige sur une facture, le pouvoir adjudicateur peut suspendre le paiement de la totalité de la facture jusqu'à la résolution du litige.

La 1ère facture est accompagnée d'un relevé original des coordonnées bancaires du titulaire (RIB).

Le titulaire est informé du fait que l'unité monétaire de compte dans laquelle l'organisme souhaite conclure le marché est l'euro. La monnaie de paiement et d'exécution du présent marché est aussi l'euro.



### **11.3 – délais de règlement**

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conforme, selon les dispositions des articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

Toute commande "hors marché" devra toujours faire l'objet d'un bon de commande et d'une facture séparée libellée au nom de l'organisme demandeur.

Les prestations réalisées sont réglées mensuellement.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement bancaire.

### **11.4 – TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article modifié 269 du code général des impôts.

### **11.5 – Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

## **ARTICLE 12 – RÉFACTIONS – PÉNALITÉS**

Seules les prestations effectivement réalisées et exécutées conformément au CCTP donnent droit à paiement au titulaire du marché. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne sont pas conformes aux conditions du marché, il peut prononcer une réfaction du prix. Cette décision ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il est été mis à même de présenter ses observations.

En cas de retard dans la prise de poste d'un gardien, le temps d'absence sera défalqué du règlement. En tout état de cause, l'abattement ne pourra être inférieur à 1 heure.

L'UIOSS se réserve la possibilité de dénoncer le contrat si l'application des pénalités devenait répétitive.

A l'expiration du délai d'intervention suite au déclenchement de l'alarme précisé dans l'offre du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, si le retard lui est imputable et sauf cas de force majeure, une pénalité de 50 € par ½ heure de retard.

Au-delà de 10 retards constatés le présent marché pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du Titulaire.

En cas de non-fonctionnement des appareils, tout matériel mis à disposition par le titulaire du marché devra être remplacé sous 48 heures, dans le cas contraire une pénalité de 25 € HT par jour de retard sera appliquée.

#### **ARTICLE 13 – JURIDICTIONS COMPÉTENTES**

Pour tout différend au litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur, étant entendu que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français les seuls compétents.

#### **ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE**

Il sera fait application des dispositions des articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la commande publique.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en terme de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'organisme de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial contenant les renseignements demandés à l'article R2193-1 du Code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

#### **ARTICLE 15 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCE**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties. La personne habilitée à fournir les renseignements est le Directeur de l'organisme.

## **ARTICLE 16 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'organisme coordonnateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'un extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite par exemple d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'organisme coordonnateur sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

L'organisme coordonnateur est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article 29 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

## **ARTICLE 17 – LES OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE EN TERME D'ASSURANCES**

Pour chacun des lots, le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui des organismes.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des prestations qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par le pouvoir adjudicateur. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du pouvoir adjudicateur, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le marché et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Sa responsabilité protège l'organisme contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Avant tout commencement d'exécution, et dans le mois de la notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, la responsabilité civile découlant des articles modifiés 1382 à 1384 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

La garantie doit être suffisante ; elle doit être illimitée tant pour les dommages corporels que mobiliers et immobiliers. Pour ces derniers, toutes dégradations constatées devront être réparées sans préjudice pour les occupants.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à l'organisme au plus tard dans le mois qui suit la notification du marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

Les organismes peuvent à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance.

Le titulaire doit prévenir les organismes de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises aux organismes qui peuvent demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

## **ARTICLE 18 – RÉSILIATION**

Il pourra être décidé de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, après qu'une mise en demeure soit restée sans suite et que le titulaire, informé de la possible sanction, ait été mis à même de présenter ses observations, en cas de violation du secret professionnel ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis. Cet article complète les dispositions prévues au CCAG FCS.

Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

- en cas d'interruption de service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.
- après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du Code du travail.
- en cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles au titre du présent marché

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Cette résiliation sera effective de plein droit, à réception par le titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant cette résiliation, sans qu'aucune autre formalité ne soit nécessaire. Cette résiliation sera sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels l'organisme contractant pourrait prétendre du fait de ces manquements, ni de toute voie de recours qu'elle pourrait exercer à l'encontre du titulaire.

#### **ARTICLE 19 – REPRISE DU PERSONNEL**

Le titulaire veillera à respecter et à appliquer, le cas échéant, les dispositions législatives, notamment celles relatives aux articles L 1234-7, L 1234-10 et L 1234-12 du code du travail, réglementaires et conventionnelles afférentes à la reprise du personnel.

#### **ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS**

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-dessous, le titulaire reste soumis au CCAG-FCS.

<b>Article du CCAP</b>	<b>Dérogations aux articles du CCAG-FCS</b>	<b>Objet</b>
2	4.1	Documents contractuels

Lu et approuvé  
Date, cachet et signature  
du Responsable de l'Entreprise,

UIOSS de la Sarthe  
Le Mans, le  
La Directrice,

Ymane ALIHAMIDI-CHANFI.